

Déclaration Liminaire CSA/Formation Spécialisée du 19 novembre 2024

Nous siégeons ce jour dans un contexte politique inédit et très préoccupant pour la démocratie et nos services publics. Le discours est marqué par l'austérité budgétaire qui ne laisse que peu de place pour garantir les besoins essentiels pour les services publics. Dans le même temps, les budgets de l'intérieur et de la défense connaissent des records historiques. L'éducation, la Justice, la santé, la transition écologique sont pourtant des secteurs déjà mal en point. Nous ne pouvons que nous inquiéter aujourd'hui des débats parlementaires actuels qui risquent de poursuivre une politique qui sert avant tout les puissants de ce pays et les actionnaires, alors que les plans sociaux dans le privé vont crescendo. Voilà le résultat d'une politique pourtant dénoncée et remise en cause par le vote populaire. Vote qui a purement et simplement été méprisé.

Les annonces se suivent et se ressemblent toutes dans la plus grande brutalité (jour de carence, gel du point d'indice, suppression de la Gipa), sans argumentaire fiable et ne reposant sur aucune réalité de terrain. Chaque année nous pensons avoir touché le fond et, pourtant, le pire est toujours à venir. Dans quel état seront les agents de la fonction publique avec le retrait de 3 jours de carence après un congé d'arrêt-maladie ? Quel est le message envoyé aux fonctionnaires quand le discours récurrent consiste à nier le travail effectué et à creuser davantage le fossé entre le public et le privé.

Ces messages sont d'une violence pour l'ensemble des personnels qui oeuvrent au quotidien pour que le service public permette l'égalité entre les usager.ères et combattent les nombreuses inégalités que génèrent les politiques libérales. Comment peut-on encore dès lors évoquer l'absence d'attractivité de la fonction publique ?

Ces mesures auront des conséquences pour la PJJ que nous avons déjà pu mesurer cet été avec la gestion catastrophique des non renouvellements de nos collègues contractuels. Ces instances dénommées de manière inadéquate CSA Formation spécialisée, sont pensées pour travailler les différentes organisations de travail et leurs difficultés propres. Nous avons décidé de siéger pour faire évoluer ces sujets qui sont à l'ordre du jour et qui sont une préoccupation quotidienne pour les personnels. Mais pour améliorer les conditions de travail, ces instances ne seront pas suffisantes. Loin de là. Qu'il s'agisse des rémunérations, de l'indemnitaire, des politiques de management délétère, du manque de reconnaissance, de l'absence d'autonomie dans les missions ou du manque d'écoute sur la nécessité d'une révision des normes en milieu ouvert, les chantiers pour aller vers un quotidien de travail acceptable restent largement ouverts.

Ce CSA FS a pour points à l'ordre du jour : le bilan d'allodiscrim, un point d'étape concernant les situations de violences sexistes et sexuelles et de harcèlement moral, ainsi que le bilan de l'enquête auprès des directeurs.trices de service et deux sujets de bâtis (Amiante et Radon).

Déclaration Liminaire CSA/Formation Spécialisée du 19 novembre 2024

La responsabilité de l'administration sur ces sujets est entière. Si nous avons pu observer des avancées concernant la prise en compte des situations de violences sexistes et sexuelles à la PJJ, le chemin reste énorme. Pour commencer, comment faire un véritable bilan de la situation en l'absence de documents concernant ce point d'étape ? S'agissant du bilan d'Allo Discrim, si les informations relevées pour le ministère sont intéressantes, le bilan et les analyses produites par la DPJJ demeurent très parcellaires pour ne pas dire plus. Il s'agit pour notre organisation, encore une fois, d'un révélateur de la manière dont ce sujet fondamental est porté par la DPJJ dans les différents niveaux d'organisation. Quid de la question des référent.es égalité Femmes/Hommes dans les territoires par exemple ? Quel bilan en est fait ? Quelle analyse est produite par la DPJJ sur la prise en compte de ces débats dans les équipes ?

Pour le SNPES-PJJ/FSU, la question des violences faites aux femmes doit être traitée à l'aune des évènements qui traversent la société dans sa globalité, avec rigueur et détermination. Le 25 novembre auront lieu des rassemblements et des manifestations dans tout le pays, auxquels nous appelons avec notre fédération la FSU. Il est temps que la DPJJ aille au-delà des déclarations d'intention et des vœux pieux.

